

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.P.)

**Communauté d'Agglomération du Calaisis
Hôtel communautaire
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais Cedex**

Établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du CCAG Fournitures et Service courants, relatif à :

Cérémonies des Vœux - Buffets des Vœux pour la Communauté d'Agglomération du Calaisis - Cap Calaisis Terre d'Opale

Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret relatif aux Marchés Publics.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-1-Allotissement	3
2-2-Forme du contrat	3
Article 3 - Généralités	3
3-1-Pièces contractuelles	3
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	3
3-3-Protection de l'environnement	4
3-4-Assurances	4
3-5-Autres obligations	4
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	5
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	5
4-2-Exécution complémentaire	5
4-3-Pénalités de retard	5
Article 5 - Prix et règlement	5
5-1-Contenu des prix	5
5-2-Variation des prix	5
5-3-Modalités de règlement	6
5-4-Périodicité des paiements	7
5-5-Avance	7
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	7
6-1-Lieu d'exécution	7
6-2-Clauses techniques	7
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	9
7-1-Vérifications	9
7-2-Garantie	9
Article 8 - Résiliation	9
Article 9 - Litiges et différends	9
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	9

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Cérémonies des Vœux - Buffets des Vœux pour la Communauté d'Agglomération du Calaisis - Cap Calaisis Terre d'Opale

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 2 lots :

Lot n° 1 : Buffet froid le vendredi 13 Janvier 2017 - La Halle, Place d'Armes - Calais

Lot n° 2 : Buffet cocktail le mardi 24 Janvier 2017 - Gymnase René Hochart - Frethun

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- - **l'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles ; dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi
- - **le présent Cahier des Clauses Particulières** dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
- - l'offre technique et financière du titulaire.
 - ○ **Le mémoire technique**
 - ○ **La décomposition du prix global et forfaitaire**

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes :

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Sans objet.

3-3-Protection de l'environnement

Sans objet.

3-4-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes

sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

Les règles concernant la durée du marché sont fixées à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 1 500 € par jour calendaire de retard.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont conclus à prix fermes.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Calaisis
Direction des Ressources Financières
76, boulevard Gambetta
CS 40021
62101 Calais Cedex

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°

2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

- - Lot 1 : Buffet froid le vendredi 13 janvier 2017 – La Halle, Place d'Armes à Calais
- - Lot 2 : Buffet cocktail le mardi 24 Janvier 2017 – Gymnase René Hochart à Fréthun

6-2-Clauses techniques

Lot 1 : Buffet froid le vendredi 13 janvier 2017 – La Halle, Place d'Armes à Calais

Ce lot a pour objet l'organisation d'un buffet froid le vendredi 13 janvier 2017 à la Halle Place d'Armes à Calais à partir de 11h00 précises.

200 personnes sont attendues.

Les buffets devront être décorés avec de la couleur, priorité pour de la décoration de type verdure. La décoration de type polystyrène est à éviter.

Il s'agit de fournir, d'installer les éléments suivants et de veiller au bon déroulement des buffets durant la cérémonie :

- assortiment de terrines : au minimum 4 sortes
- assortiment de la mer : au minimum 2 sortes
- assortiment de cochonnailles sur plateaux : au minimum 3 sortes
- assortiment de fromages : au minimum 3 sortes
- chiffonnade de jambon cru et viande séchée sur plateaux en fines tranches
- brochettes de légumes et de fruits : 1 par personnes
- sauces d'accompagnements : au minimum 4 sortes

- pain de campagne et pain blanc tranchés, disposés dans des paniers.
- prévoir des condiments : cornichons, beurre, sauces etc...
- prévoir les couverts adaptés
- assortiment de mignardises sucrées

- Prêt de verres ballons pour les convives
- Prêt de quelques petites coupes à champagne (une vingtaine)
- Prêt de quelques verres à whisky (une vingtaine)

- Prévoir du personnel pour le réassort du buffet et le service des boissons
(Boissons fournies par la Communauté d'Agglomération du Calaisis)

En cas d'intempéries ou autres circonstances qui annuleraient cette cérémonie, le candidat devra être en mesure de reporter la cérémonie à une autre date choisie par la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

Ce marché pourra faire l'objet éventuellement d'un marché complémentaire.

Lot 2 : Buffet cocktail le mardi 24 Janvier 2017 – Gymnase René Hochart à Fréthun

Ce lot a pour objet l'organisation d'un buffet cocktail le 24 janvier 2017 au Gymnase René Hochart à Fréthun à partir de 19h00.

500 personnes sont attendues.

Les buffets devront être décorés avec de la couleur, priorité pour de la décoration de type verdure. La décoration de type polystyrène est à éviter.

Il s'agit de fournir, d'installer les éléments suivants et de veiller au bon déroulement des buffets durant la cérémonie :

- navettes garnies de 5 sortes différentes sur plateaux : au minimum 3 par personne
- toasts variés de 5 sortes différentes sur plateaux : au minimum 3 par personne
- 2 pains surprises cochonnaille
- 2 pains surprises poisson
- Pâté en croute en petit format, pour faciliter la prise. Quantité à adapter de façon raisonnable.
- Brochettes de légumes et de fruits frais pour apporter de la couleur : 1 par personne
- Prévoir des condiments
- Assortiment de mignardises sucrées

- Prêt de verres ballons pour les convives
- Prêt de quelques petites coupes à champagne (une cinquantaine)

- Prêt de quelques verres à whisky (une cinquantaine)

Nous ne souhaitons PAS DE VERRINE.

En cas d'intempéries ou autres circonstances qui annuleraient cette cérémonie, le candidat devra être en mesure de reporter la cérémonie à une autre date choisie par la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

Ce marché pourra faire l'objet éventuellement d'un marché complémentaire.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

7-2-Garantie

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS par l'article 7.2 du CCP